

Libye : La communauté internationale doit soutenir la transition démocratique et la justice sociale (26.8.11)

Au lendemain de la chute du régime Kadhafi, le mouvement syndical international est profondément troublé par les rapports émanant de la Libye faisant état d'exécutions sommaires et d'autres actes de vengeance et est particulièrement inquiet pour la sécurité des nombreux travailleurs migrants qui se trouvent toujours dans le pays. L'établissement d'une autorité provisoire et le plein respect de l'État de droit constituent des mesures indispensables et urgentes qui doivent être prises avec le soutien des Nations unies et de la communauté internationale dans son ensemble. Les milices alliées à l'ancien régime doivent à présent être désarmées et démobilisées. Ainsi communique la CSI.

Le peuple libyen a enfin la possibilité de construire une société démocratique et juste, à même d'amorcer le progrès économique et social. La communauté internationale doit maintenant agir de façon responsable en soutien au peuple libyen, pour aider celui-ci à réaliser ses aspirations qui ont depuis si longtemps été asservies aux intérêts du régime et de ceux qui depuis des décennies ont tiré profit de la dictature.

Avec les dizaines de millions de dollars investis à l'étranger, les réserves gigantesques de pétrole et de gaz et les autres avoirs de Kadhafi qui restent à dépister grâce à l'aide de la communauté internationale s'ouvrent de vastes possibilités de développer l'économie du pays et de surmonter les inégalités profondes entretenues par le régime, qui ont contribué à attiser la rébellion.

« De nombreux pays ont été complices du maintien du régime Kadhafi par le passé et beaucoup d'entreprises multinationales ont obtenu des profits plantureux de leurs relations avec le régime. Pour l'heure, la responsabilité première de la communauté internationale est d'agir pour le bien-être, la sécurité et les droits du peuple libyen et de l'aider à accomplir une transition démocratique. Il incombe à ceux qui détiennent désormais les rênes du pouvoir en Libye de s'abstenir de représailles et de protéger les plus vulnérables, y compris les travailleurs et travailleuses migrants », a déclaré Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI.

À l'heure où la Libye tourne une page de son histoire, les citoyens de plusieurs autres pays de la région continuent de vivre sous la main de fer de régimes répressifs. La CSI réitère son appel aux gouvernements de la région de faire preuve d'ouverture au dialogue social réel et de tenir compte des aspirations légitimes de leur peuple à la démocratie et à la justice sociale.

La CSI représente 175 millions de travailleurs dans 305 organisations affiliées dans 151 pays et territoires.